

1. **le tableau général est toujours celui d'un délitement**, d'une perte de repères : « tout est en panne », on ne sait pas où l'on va. Le sentiment d'une **situation figée qui n'évolue plus** nourrit le découragement, les inquiétudes pour l'avenir et le sentiment que l'on ne peut que perdre.

Aux côtés de la situation économique (le **chômage plus que le pouvoir d'achat**, finalement assez peu présent ; avec en toile de fond la **crainte d'un effondrement** - spectre de la situation grecque), **apparaissent de plus en plus les inquiétudes sociétales** : les crispations et les divisions, de plus en plus visibles, font peur.

Quelques lueurs d'espoir persistent toutefois : on admet que tout n'est pas à l'abandon, on reconnaît surtout les **talents, les potentiels, le fait qu'un renouveau reste possible**, qui permet de croire encore un peu en l'avenir (« il faut bien y croire »). **Mais cette capacité de rebond semble hors du champ d'action du politique**, en qui l'on a plus confiance. La relève, si elle vient, viendra toute seule. **Le gouvernement n'est pas facteur de changement.**

2. les participants décrivent tous, avec des mots différents, une **société en trois parties** : **les plus riches** d'un côté - la finance contre qui l'on a rien fait ; ceux qui et s'en sortiront toujours - **les assistés** de l'autre - ceux qui profitent ; qui ne sont pas forcément ceux qui ont vraiment besoin d'aide - et au milieu **les classes moyennes étranglées**.

Le gouvernement est vu comme travaillant pour les forts et protégeant les assistés, renforçant l'impression de ceux qui s'identifient aux **classes moyennes d'être matraquées** (de taxes, d'impôts), **délaissées** (leurs problème - chômage, valorisation du travail, santé - ne sont pas prises en compte), **incomprises**.

3. **l'image personnelle du PR est singulièrement dégradée auprès des sympathisants de gauche** (vote FH aux deux tours). Pas d'assurance, pas assez ferme, pas à la hauteur, manque de force de caractère, de leadership, incompréhensible, pas d'aura, ennuyeux.

On le soupçonne d'être déconnecté (« il ne connaît pas le prix d'une baguette »), désintéressé, dépassé (recul à la moindre protestation, ne maîtrise pas ses ministres). Chez ces sympathisants, **la déception, qui est grande, se traduit moins par le rejet que par la déconsidération**. Cette partie de l'opinion s'est effectivement « caramélisée ».

4. **de l'action des deux ans, on ne retient spontanément rien**. Aucune intervention marquante n'est mémorisée. Le gouvernement est inexistant, invisible, vu comme craintif, ne portant aucun projet d'avenir.

Après relance, émerge un bilan en trois points :

- **une mesure** : **le mariage pour tous**. C'est bien de l'avoir fait mais ce n'était pas la priorité.
- **deux promesses non tenues** : **la lutte contre la finance** (abandonnée) **et l'inversion de la courbe du chômage** (revisitée comme une promesse de campagne) dont l'échec cristallise particulièrement les reproches d'inefficacité.
- **un accident** : **Léonarda**, qui revient encore dans les discussions.

La conférence de presse du 14 janvier a été un signal faible (la moitié des participants en ont entendu parler), dont l'annonce de la séparation a été le seul point retenu (réécriture de la séquence).

5. **le Pacte de responsabilité a été dans l'ensemble identifié** (sans lien avec la conférence de presse), **de même que son principe** (moins de charges contre plus d'emploi), **même si il n'est jamais spontanément cité.**

En relançant les participants, il en ressort :

- un intérêt de principe : tout ce qui peut être fait pour l'emploi est bon à prendre ; la logique du donnant-donnant est la bonne (le terme de "responsabilité" est très bien compris).
- mais des doutes sérieux sur la façon dont il s'est engagé : il rate sa cible en ne semblant destiné qu'au Medef (les "gros patrons" en qui l'on a aucune confiance), et laisser de côté les PME (qui créent véritablement l'emploi et que l'on préfèrerait aider).
- et un fort problème de confiance sous-jacent. Les patrons vont empocher ces cadeaux et trouver des excuses pour ne rien faire, comme ils l'ont déjà fait pour la baisse de la TVA sur la restauration (exemple qui revient spontanément dans tous les groupes). Pour les plus politisés, le fait de faire de "pactiser" avec les grands patrons pose problème : ce n'est pas une mesure de gauche.

Les participants en tirent trois conclusions :

- une positive : c'est une ouverture, il essaie, il cherche, on ne peut pas lui reprocher. La gravité de la crise peut justifier de tenter de tels gestes même s'ils s'éloignent de notre ligne politique traditionnelle
- une négative : il se rapproche de la droite, au risque de faire finalement la même politique que celle qu'aurait faite Sarkozy (qui reste un repoussoir absolu pour ces électeurs).
- une mitigée : même si ça peut être une bonne idée, il n'aura pas les moyens de la rendre efficace.

Cette orientation n'est donc très majoritairement pas perçue comme une inflexion de la ligne politique du PR ; à l'exception toutefois des participants les plus structurés politiquement (souvent les plus âgés), qui ont une vision claire de ce que devrait être le "socialisme", qu'ils n'assimilent pas à la "social-démocratie" (qui pour eux est une manière de faire comprendre que l'on n'est pas vraiment de gauche).

6. Economie 50 milliards

[pas rédigé]

- pas identifiées
- pas de réticences a priori (pas de lien avec "l'austérité") même si peu d'intérêt si ne permet pas de diminuer les impôts
- pas concret, pas réaliste
- gage de crédibilité : qu'ils montrent l'exemple. Train de vie, exemplarité du comportement. Cumul des mandats.

Fonctionnaires particulièrement ciblés.

En deuxième rideau, vient la fraude (assez fortement), l'assistanat (gaspillage : pas ciblé vers ceux qui en auraient besoin), les niches fiscales (pas précis : probablement juste sentiment d'injustice), un peu les doublons de collectivités locales et la simplification administrative.